

mentaire peut-il dire quand je pourrai recevoir une réponse à l'une ou l'autre ou aux deux questions?

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, je pose également la question de privilège à propos de deux questions que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* le 4 janvier, soit les questions n^{os} 171 et 172. Elles traitent toutes deux des objectifs et de l'évaluation de programmes de subventions du gouvernement. Je n'ai encore reçu aucune réponse à l'une ou l'autre de ces questions.

M. l'Orateur: Les questions qui restent sont-elles reportées?

Des voix: D'accord.

● (1410)

[Français]

M. Georges-C. Lachance (Lafontaine): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur: L'honorable député de Lafontaine invoque le Règlement.

M. Lachance: Monsieur l'Orateur, serait-il possible d'avoir le consentement unanime de la Chambre afin que je puisse présenter le 1^{er} rapport du comité des affaires extérieures et de la défense nationale?

M. l'Orateur: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES ET DÉFENSE NATIONALE

M. Georges-C. Lachance (Lafontaine): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter le 1^{er} rapport du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, dans les deux langues officielles.

[*Note de l'éditeur: Le texte du rapport précité figure aux Procès-verbaux de ce jour.*]

QUESTIONS ORALES

LA FONCTION PUBLIQUE

LE NOMBRE RESTREINT DE FEMMES AUX POSTES DE HAUTS FONCTIONNAIRES—LES MESURES ENVISAGÉES

[Traduction]

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, comme la présentation du rapport de la Commission royale sur la situation de la femme date maintenant de deux ans et demi et puisque manifestement les femmes détiennent moins de 2 p.100 des postes dont les traitements se chiffrent à \$26,000 et plus annuellement, puis-je demander au premier ministre s'il entend prendre des mesures significatives quelconques en vue de remédier à cette situation, en plus de l'assurance qu'a donnée le président du Conseil du Trésor qu'il y aurait révision des

Questions orales

règlements dans le but de garantir que le sexe féminin ne fait l'objet d'aucune discrimination?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je regrette de ne pouvoir apporter une réponse précise à cette question, mais le ministre du Travail a fait une déclaration et répondu à des questions à ce sujet, et je suis persuadé qu'il sera en mesure de fournir de plus amples détails au chef de l'opposition s'il veut bien s'adresser à lui.

M. Stanfield: Puis-je demander au premier ministre si son gouvernement a fixé ou non des objectifs précis ou un principe directeur quant à la juste participation des femmes aux fonctions supérieures de l'administration publique?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je prendrai volontiers note de la question au nom du président du Conseil du Trésor et du ministre du Travail.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, j'ai posé ces questions, pensant qu'elles ont un grand intérêt pour le premier ministre et le gouvernement. Le gouvernement a-t-il carrément rejeté l'établissement d'objectifs précis dans le domaine de l'attribution à des femmes des postes de cadres supérieurs dans la Fonction publique? Le président du Conseil du Trésor ayant rejeté tout système de contingentement, le gouvernement se refuse-t-il à fixer les buts précis à atteindre?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, nous n'aimons pas appliquer la méthode de contingentement à ces problèmes. Nous espérons ne pas avoir à nous en servir pour les femmes. Cela dit, le gouvernement fait tout son possible pour assurer qu'on tienne compte des candidatures féminines aux postes auxquels nous pourvoyons.

M. l'Orateur: A l'ordre. Plusieurs députés voudraient poser des questions supplémentaires à ce sujet. La présidence donnera la parole au député de Fundy-Royal. Ensuite, nous essaierons d'en terminer avec la première série de questions. Après cela, si les députés estiment qu'on devrait revenir aux questions supplémentaires à ce sujet, nous le ferons.

LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION SUR LA SITUATION DE LA FEMME—L'ÉTUDE DU MANDAT ET LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Pourrait-il dire si le gouvernement songe, pour donner suite aux recommandations de la Commission sur la situation de la femme, à transférer la mise en application des programmes du ministère du Travail au Secrétariat d'État, ministère qui semble être plus orienté vers l'action?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai effectivement examiné la question et je la discute actuellement avec les ministres intéressés. Je pourrais ajouter tout de suite que je préférerais ne pas entreprendre ce que nous propose l'honorable député, car...

Une voix: Ni à rien d'autre.